

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 08/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### INTERRA LOG

Parc d'Affaires de la Vallée de l'Ozon  
35 rue Marcel Mérieux  
69970 Chaponnay

Références : UD-R-CRT-26-17-OA  
Code AIOT : 0006103917

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement INTERRA LOG implanté Parc d'Affaires de la Vallée de d'Ozon 35, rue Marcel Mérieux 69970 Chaponnay. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 janvier 2026 au sein de l'établissement Interra Log, situé 35 rue Marcel Mérieux sur la commune de Chaponnay.

Lors de la précédente visite d'inspection, effectuée le 15 octobre 2025, l'inspection avait relevé les constats suivants :

- NC n° 1 : Des écarts entre l'étude de dangers du 31/07/2025, la modélisation de flux thermiques ERC-4-V et la situation réelle du site.
- NC n° 2 : Un dysfonctionnement de la MMR5 caractérisé par l'absence d'asservissement des détecteurs de gaz à la détection incendie et par le non déclenchement des générateurs de mousse

à haut foisonnement.

- NC n° 3 : Des erreurs récurrentes depuis le 10/09/2024 sur l'état des stocks.

À la suite de ces constats, un arrêté de mise en demeure (arrêté n° DDPP-DREAL 2025-208) et un arrêté de mesure d'urgence (arrêté n° DDPP-DREAL 2025-207) ont été pris.

La visite d'inspection du 15 janvier 2026 avait pour objet de vérifier le retour à la conformité de l'établissement sur l'ensemble des points précités.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERRA LOG
- Parc d'Affaires de la Vallée de d'Ozon 35, rue Marcel Mérieux 69970 Chaponnay
- Code AIOT : 0006103917
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société InTerraLog est spécialisée dans le stockage de produits dangereux destinés à l'agriculture ainsi qu'à la grande distribution. Elle exploite à CHAPONNAY un entrepôt de stockage contenant des produits phytosanitaires, des aérosols en petits conditionnements contenant des gaz ou des liquides inflammables, des cartouches de chasse, etc.

Le site est autorisé par un arrêté préfectoral du 22 mars 2022 qui fait suite à une demande d'extension qui, à ce jour, n'a pas été réalisée.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité EDD	AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 1	Astreinte	5 mois
3	État des stocks (EDS)	AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 3	Astreinte	5 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	MMR5	AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 15 janvier 2026 a permis de constater que les non-conformités n°1 et n°3 demeuraient persistantes.

En conséquence, il est proposé à Madame la Préfète de prononcer une astreinte journalière d'un montant de 780 €/jour pour le rétablissement de la conformité relative à la non-conformité n°1, et de 30 €/jour pour celle relative à la non-conformité n°3, cette astreinte étant assortie d'un sursis à exécution de cinq mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité EDD

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité EDD
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société INTERRA LOG, implantée 35 rue Marcel Mérieux à Chaponnay (69970), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter, dans un délai de quinze jours, les dispositions des articles 1.3 et 7.1.3 de son arrêté préfectoral du 22 mars 2022.  L'exploitant devra, dans ce délai, se conformer aux données de son étude de dangers, à défaut, fournir les justificatifs présentant des garanties équivalentes. Le délai imparti court à compter de la notification du présent arrêté.  <i>Pour rappel :</i> <i>1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation</i> <i>Les aménagements, installations, ouvrages travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</i> <i>7.1.3 Comportement au feu</i> <i>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.</i> <i>« ... »</i> <i>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis une mise à jour de son étude de dangers en date du 18/12/2025. L'annexe 15 de ce document présente la méthodologie de modélisation des scénarios d'incendie. À ce titre, l'exploitant y décrit les dispositions constructives du site (résistance au feu et séparation physique et étanche entre chaque cellule notamment) ainsi qu'une limitation des quantités stockées par cellule. 1/ Dispositions constructives

Dans l'annexe 15 de son étude de dangers, l'exploitant indique la présence de murs coupe-feu et de portes coupe-feu de degré REI 120 :

- entre les bâtiments S1 et S2 ;
- pour l'ensemble des murs du bâtiment S2, hors quai de livraison ;
- pour l'ensemble des murs des cellules du bâtiment S3, hors quai de livraison et couloir.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que les ouvertures entre les bâtiments S1 et S2 ne présentent pas un degré de résistance au feu REI 120.

En séance, l'exploitant a indiqué que des travaux sont nécessaires afin d'atteindre les performances prévues dans son étude de dangers et de produire les justificatifs demandés par l'inspection. Il a transmis les devis suivants :

- travaux de flocage : 83 190 € HT ;
- travaux de déplacement des équipements électriques : 27 223,70 € HT ;
- intervention du bureau de contrôle : 3 300 € HT ;
- imprévus (5 %).

Le montant total estimé des travaux s'élève ainsi à 119 399 € HT.

## 2/ Séparation entre les cellules du bâtiment S2

En séance, l'exploitant a indiqué être en cours de réflexion concernant la mise en place d'une séparation physique et étanche entre chaque cellule de son bâtiment S2. L'inspection constate que l'étude de dangers (EDD) prend en compte une séparation supposée existante. Sur site, l'inspection observe que les rideaux installés sur chaque ouverture entre les cellules ne garantissent pas l'étanchéité requise.

## 3/ Limitation des quantités stockées

Dans une optique de maîtrise des risques, l'exploitant indique, dans l'annexe de son étude de dangers (EDD), que les quantités de produits seront limitées en fonction du risque et de l'emplacement. En séance, l'inspection a constaté qu'aucun dispositif n'est actuellement mis en œuvre pour contrôler le respect de ces limitations. L'exploitant a précisé qu'il attendra l'issue de l'instruction de l'EDD pour déployer un système de suivi adapté.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

#### Demande 1 :

L'exploitant devra se conformer aux données de son étude de dangers, à défaut, fournir les justificatifs présentant des garanties équivalentes.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre un schéma détaillant les dispositions constructives de l'établissement, accompagné d'une attestation pour chacune d'entre elles, ainsi que les informations relatives aux séparations entre la cellule existante S2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 5 mois

### **N° 2 : MMR5**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR5

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société INTERRA LOG est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter, dans un délai de quinze jours, les dispositions de l'article 7.5.1 de son arrêté préfectoral du 22 mars 2022.</p> <p>L'exploitant devra, dans ce délai, remettre en état de fonctionnement la MMR5 afin d'assurer son asservissement à la détection incendie et le déclenchement des générateurs de mousse à haut foisonnement dans ces cellules M et L.</p> <p>Le délai imparti court à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis une mise à jour de son étude de dangers en date du 18/12/2025. La MMR5, correspondant à l'asservissement de la détection gaz à la détection incendie et à la mise en œuvre de la mousse à haut foisonnement dans les cellules M et L, a été supprimée. L'annexe 16 de l'EDD justifie cette suppression. L'inspection est en accord avec les éléments présentés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : État des stocks (EDS)

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société INTERRA LOG est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter, dans un délai de 1 mois, les dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</p> <p>L'exploitant devra, dans ce délai, disposer d'un état des stocks conforme à la réglementation et représentatif des matières stockées sur site.</p> <p>Le délai imparti court à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant a présenté un fichier d'EDS sous forme de tableau Excel comportant plusieurs onglets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Onglet «Tableau ICPE» : synthèse de l'EDS, indiquant les rubriques ICPE, le danger principal associé et ses mentions de danger, ainsi que les seuils autorisés et les tonnages (en kg) par zone de l'entrepôt.</li> <li>- Onglet «Qté ICPE par emplacement» : détail des produits stockés dans le bâtiment S2 et une partie du S3, avec leur emplacement exact, les mentions de danger, la rubrique ICPE correspondante, le nombre d'unités et le poids total (en kg).</li> <li>- Onglet «À quai» : reprend les mêmes informations pour les quais S1 et S2.</li> <li>- Onglet «Data_stock_S3» : recense, pour une partie du bâtiment S3, l'ensemble des produits stockés par cellule, avec les mentions de danger, la rubrique ICPE associée, le nombre d'unités et le poids total.</li> <li>- Onglet «Data_quai_S3» : présente les mêmes éléments pour le quai du bâtiment S3.</li> </ul>

L'exploitant a également présenté son POI, comprenant un plan des emplacements de stockage autorisés, en cohérence avec le contenu du fichier EDS.

#### 1/ Cohérence générale des données

L'inspection a examiné la cohérence des quantités stockées entre le tableau de synthèse et les autres onglets, en excluant les produits ne comportant aucune mention de danger, lesquels ne sont pas repris dans la synthèse. Elle constate que les informations sont cohérentes.

#### 2/ Contrôles par sondage

##### - Produits H204 (danger d'incendie ou de projection - ICPE 4220 « explosifs »)

L'inspection a procédé à une vérification par sondage de la cohérence des quantités figurant dans le tableau synthétique et dans les autres onglets. Les données examinées se sont révélées cohérentes.

Sur l'onglet « Data\_quai\_S3 », le produit CARTRIDGE MECHANICAL AIRBAG n'est pas rattaché à une rubrique ICPE, malgré la présence de la mention de danger H204. Sur demande de l'inspection, l'exploitant présente la fiche de données de sécurité (FDS) disponible dans l'outil Quarksafety. **L'inspection constate une erreur dans les données renseignées dans l'EDS, concernant la mention de danger, la fiche de données de sécurité (FDS) indiquant l'absence de toute mention de danger.**

Lors de la visite du site, effectuée en fin de journée, les quais étaient vides ; en conséquence, la vérification des quantités présentes ainsi que le contrôle de l'étiquetage du produit n'ont pas pu être réalisés, celui-ci n'étant pas disponible dans les autres zones du site.

##### - Produit non classé sans mention de danger (colonne « rubrique ICPE » vide)

L'inspection a examiné par sondage le produit INSECT.ULTRA CONC. UAB 250ML figurant sur l'onglet « Qté ICPE par emplacement ». **L'exploitant ne dispose pas de la fiche de données de sécurité associée à ce produit.** Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la cohérence des quantités (24 unités) et de l'emplacement (G196200) avec les informations figurant dans l'EDS, mais a relevé une non-conformité relative à l'étiquetage. En effet, le produit comporte un pictogramme « Toxique pour les organismes aquatiques » sans indication des mentions de danger correspondantes. Après vérification, le produit est classé H411 et aurait dû être rattaché à la rubrique ICPE 4511. **L'inspection constate ainsi une nouvelle erreur dans les données renseignées sur l'EDS.**

##### - Produit comportant une mention de danger sans rubrique ICPE associée (indiqué avec rubrique ICPE = 00000)

L'inspection a examiné le produit LIQUIDE DE FREINS DOT4 BF1000 figurant sur l'onglet « Data\_stock\_S3 ». L'emplacement (cellule L) ainsi que l'ordre de grandeur du nombre d'unités sont cohérents entre les informations figurant dans l'EDS (178 unités) et les constatations réalisées sur site (180 unités). Les écarts constatés résultent des mouvements de produits inhérents à l'activité logistique. Les données issues de l'EDS, la fiche de données de sécurité (FDS) et les pictogrammes présents sur le produit sont concordants. Toutefois, **aucune quantité en masse ou en volume n'est renseignée dans l'EDS**, seul le nombre d'unités étant indiqué. L'exploitant précise que cette situation concerne certains produits non classés.

##### - Produit ICPE sans quantité indiquée

L'inspection a procédé à un filtrage des lignes présentant une quantité égale à zéro sur l'onglet «Data\_stock\_S3» et a identifié le produit FIRST AID SPRAY OXYDE ZINC LEO. L'emplacement (cellule M) ainsi que l'ordre de grandeur du nombre d'unités sont cohérents entre les informations figurant dans l'EDS (467 unités) et les constatations effectuées sur site (445 unités). Les écarts observés résultent des mouvements de produits liés à l'activité logistique.

<p>L'inspection relève toutefois une non-conformité entre l'EDS, la fiche de données de sécurité (FDS) présentée et l'étiquetage du produit sur site : la FDS et l'EDS mentionnent les dangers H225, H319 et H336, alors que l'étiquetage du produit fait apparaître les mentions H222, H319 et H411. La rubrique ICPE associée demeure néanmoins inchangée, soit la rubrique 4320.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande 2 :</u></p> <p>L'exploitant devra disposer d'un état des stocks conforme à la réglementation et représentatif des matières stockées sur site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 5 mois</p>